

Schengen est clairement dans l'intérêt de la Suisse

Après des négociations brillantes, la Confédération a obtenu d'être associée aux avantages de Schengen/Dublin en matière de coopération policière, judiciaire et douanière sans pour autant abandonner les contrôles aux frontières. L'inspection des marchandises et des personnes pourra se faire en tout temps, selon des modalités très proches de ce qui se pratique aujourd'hui. L'effectif du corps des gardes-frontières sera maintenu et des contrôles mobiles se déploieront dans toute la zone frontalière : ces mêmes contrôles mobiles dont l'efficacité a été mise en évidence la semaine dernière encore, par la découverte de 160 kilos de drogue à Genève. Comme les professionnels de la sécurité, les Suisses voient que cet accord est bien négocié et qu'il nous apporte de nombreux avantages.

Les milieux du tourisme réclament depuis des années notre participation au visa Schengen. Le fait d'exiger des démarches supplémentaires par rapport à tous nos voisins constitue en effet un obstacle tout à fait réel lorsqu'il s'agit d'attirer les touristes asiatiques. L'idée de reconnaître unilatéralement les visas Schengen ne résiste pas à l'analyse, car cela constituerait un abandon de souveraineté et un affaiblissement de notre sécurité. Les Suisses comprennent bien que les responsables du tourisme ne plaideraient pas unanimement en faveur de Schengen si la branche touristique et ses 250'000 emplois n'y étaient pas gagnants.

La place financière s'est inquiétée des risques que l'échange d'information pouvait faire courir à terme à la protection de la sphère privée que garantit notre secret bancaire. Après une négociation remarquable, on constate que, loin d'être affaibli, le secret bancaire helvétique se trouve renforcé par cet accord grâce à une clause d'« opt out », une dérogation permanente et illimitée dans le temps accordée à la Confédération. Les Suisses conçoivent que si tous les représentants des banques, si les plus grands connaisseurs de la fiscalité soutiennent cet accord, c'est que ce texte est favorable à notre place financière.

Le domaine de l'asile est un défi pour tous les pays occidentaux, en particulier européens. Le système mis en place à Dublin permet d'y faire face de manière intelligente en empêchant le dépôt d'une requête d'asile dans plus d'un pays du continent. En restant à l'écart du système de Dublin, la Suisse risque de devenir un pôle d'attraction pour tous les requérants déboutés dans un pays de l'UE. Les Suisses sont bien conscients des avantages incomparables que Dublin peut nous apporter dans la gestion des défis liés à l'asile.

Les Suisses sont pragmatiques. Ils ne vont pas accepter les œillères idéologiques que veulent leur imposer les opposants à Schengen/Dublin. Ils savent bien que l'Accord de Schengen/Dublin a été voulu par la Suisse, bien négocié et qu'il est avantageux. Tout plaide en faveur d'un OUI le 5 juin.

Damien Cottier
economiesuisse